



# HISTOIRES D'ESPIONS

LE RENSEIGNEMENT À L'HEURE DE L'ESPIONNAGE ÉCONOMIQUE

**CHARLES PELLEGRINI**

la manufacture de livres



# Histoire d'espions



Charles Pellegrini

# Histoire d'espions

Le renseignement  
à l'heure de l'espionnage économique

LA MANUFACTURE DE LIVRES

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue  
et être informé de nos publications,  
envoyez vos coordonnées en citant ce livre à :

La Manufacture de livres, 101 rue de Sèvres, 75006 Paris  
ou

[contact@lamanufacturedelivres.com](mailto:contact@lamanufacturedelivres.com)

[www.lamanufacturedelivres.com](http://www.lamanufacturedelivres.com)

ISBN 978-2-35887-050-4, version papier

ISBN 978-2-35887-438-0, fichier PDF

ISBN 978-2-35887-439-7, epub

Le code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelques procédés que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

«En économie non plus qu'en politique ou en stratégie, il n'existe à mon sens de vérité absolue. Mais il y a les circonstances.»

Charles de Gaulle, *Mémoires de Guerre*





## PRÉAMBULE

### Tartuffe pas mort !

À l'ère du politiquement correct, les mots ont perdu leur sens, comme vidés de leur substance. Par exemple, les individus qui vous accusent de les « agresser », ont oublié la vraie signification de ce verbe. S'ils se reportaient à un bon dictionnaire, ils comprendraient la différence qui peut exister entre une véritable agression et l'expression d'un désaccord assumé et argumenté à leur égard. C'est pourquoi, en préambule de ce livre, il m'apparaît nécessaire de rappeler quelques définitions car, dans la lutte que se livrent les entreprises pour la conquête des marchés mondiaux, les mots ne désignent plus de réalités précises et ne sont plus compris par tous de la même manière.

On appelle « déontologie » l'ensemble des règles et des devoirs qui régissent une profession, la conduite de ceux qui l'exercent, les rapports entre ceux-ci et leurs clients et le public.

« L'éthique » est la partie de la philosophie qui envisage les fondements de la morale. C'est l'ensemble des principes moraux qui sont à la base de la conduite de quelqu'un.

Une « charte » est un écrit solennel qui était destiné à consigner des droits ou à régler des intérêts. Elle peut être l'ensemble de lois constitutionnelles d'un pays, ou une loi, une règle fondamentale comme la charte des droits de l'homme.

Jamais ces mots n'ont été si fréquemment prononcés, tant par les entreprises que par les politiques. Et pourtant, pourtant...

À l'époque de la DST, la direction de la surveillance du territoire, l'État participait activement à la protection du patrimoine industriel du pays, peut-être même allait-il chercher quelques informations chez les concurrents. Depuis la création de la DCRI, la Direction Centrale

du Renseignement Intérieur, deux sous-directions coopèrent sur le sujet : celle du contre-espionnage, et celle de la protection économique qui remplit parfaitement ses obligations, mais, face aux bouleversements mondiaux et aux nécessités de la lutte antiterroriste, dévoreuse de moyens, le secteur privé s'est peu à peu emparé de certaines activités, les entreprises y voyant d'ailleurs de nombreux avantages dont celui d'impulser directement leurs « espions privés ».

Aujourd'hui, qu'il émane de services officiels ou d'officines privées, l'espionnage industriel serait devenu monnaie courante et notre vertueux pays est loin d'être à la traîne. Selon le journal norvégien *Aftenposten*, qui, reprenant des notes de Wikileaks, cite un industriel allemand : *« L'espionnage français est tellement étendu que les dégâts pour l'Économie allemande [...] sont plus importants que les dégâts provoqués par la Chine ou la Russie. La France est l'empire du Mal en ce qui concerne le vol de technologies, et l'Allemagne le sait. »*

Réalité ou désinformation, tout cela contribue à la tartufferie ambiante d'ailleurs en concordance avec l'air du temps politique. Pour se

démarquer des turpitudes, réelles ou supposées, du précédent quinquennat. Une charte de déontologie a ainsi été signée par les ministres à l'arrivée de François Hollande au pouvoir. C'est une succession d'évidences, et il est consternant de constater que toutes ces recommandations aient encore besoin d'être « sacralisées » pour être, en principe, respectées. Ceci étant d'ailleurs valable pour tout le monde. Il y est question de transparence, d'intégrité, d'exemplarité. Les dits ministres doivent, entre autres, s'engager à respecter le code de la route, alors que les nécessités de leur fonction les contraignent à le violer quotidiennement ! Idem pour les parlementaires : ils devront remplir une déclaration d'intérêts et se conformer à un code de déontologie adopté en 2011. Les nouveaux élus de l'Assemblée nationale devront remplir dans les trente jours qui suivent le second tour des législatives une déclaration d'intérêts. Les nouvelles règles sont inscrites dans une décision adoptée en avril 2011 par le bureau de l'Assemblée suite à l'affaire Woerth-Bettencourt. Là encore, il est question de « probité », d'« exemplarité », etc. Mais

curieusement, aucune sanction n'est prévue en cas de manquement.

Dans la foulée, l'Assemblée a aussi décidé de nommer un « déontologue » (!), chargé de veiller au bon respect des nouveaux principes. Une fois encore, pourquoi tant d'agitation puisqu'aucune sanction pécuniaire ou disciplinaire n'est envisagée, comme c'est le cas par exemple au Parlement européen ?

Aujourd'hui, alors que se déroule sous nos yeux un bras de fer entreprises-politiques, il est temps de se demander quel est le réel pouvoir des seconds face aux premiers. De nos jours, les lobbys économiques occupent toute la place, avec notamment des marges de manœuvres quasiment sans limites pour les très grandes entreprises. Et leurs dirigeants n'ont que faire des recommandations, voire des ordres des personnalités politiques, fussent-elles à la tête de l'État. Ainsi, Carlos Ghosn, le PDG de Renault, s'était-il engagé auprès du Président de la République Nicolas Sarkozy en 2010 à ne pas délocaliser la production des voitures destinées au marché

français. Et bien pourtant, l'État, actionnaire à hauteur de quinze pour cent, n'a pas eu son mot à dire. Une usine géante vient d'être inaugurée à Tanger. Les ouvriers français n'ont que leurs yeux pour pleurer.

De la même manière, on ne cesse d'exhorter le citoyen à acheter des produits fabriqués en France. L'entreprise est louable, la France connaît une désindustrialisation sans précédent qui plombe sa compétitivité, fait augmenter les chiffres du chômage et crée un désert social sur les territoires. Néanmoins, même avec la meilleure volonté, il est quasiment impossible de se procurer des produits cent pour cent fabriqués chez nous. Le but est donc de trouver des produits dont la majeure partie, à défaut de la totalité, serait made in France. C'est un pis-aller, mais à quel prix ? Dans une économie de plus en plus mondialisée, où les pays émergents ne respectent aucune norme sociale, ou environnementale et où la concurrence est fortement déloyale, comment permettre à nos entreprises d'être compétitives et de proposer des produits à des prix abordables ?

Pour les mêmes raisons, nos exportations sont en berne. Et pourtant, nous n'hésitons pas à multiplier des chartes et les décrets pour faire respecter à nos entreprises des règles que personne d'autre ne respecte. C'est noble, mais suicidaire, et comme si nos lois à nous ne suffisaient pas, nous nous plions à celles de l'Europe, ouverte aux quatre vents, affaiblie par un euro trop fort et par la situation critique de certains de ses membres. L'Europe, qui aurait dû protéger, ressemble à ces parents qui ne sont jamais à la maison pour s'occuper de leurs enfants et n'apparaissent au foyer familial que pour distribuer les réprimandes et les mauvais points.

Il est clair, qu'aujourd'hui, la donne a changé. Les politiques sont devenus les otages des marchés et des lobbys, et les citoyens ne leur font plus confiance car ils connaissent leur faible marge de manœuvre. Finie l'époque où ils étaient les artisans des changements et de l'évolution de la société. Aujourd'hui, ils peuvent à la rigueur colmater les brèches comme les plans de sauvetage de la Grèce successifs l'ont montré, mais

ils ne décident plus de rien. La finance et la spéculation mènent la danse, et ils assistent impuissants au naufrage d'un modèle avec toute la désespérance et les conflits que cela peut engendrer.

Le « patriotisme économique » qui revient en force et parfois lourdement dans les discours officiels, est donc une expression qu'il va falloir revoir et redéfinir à l'aune de la mondialisation et de l'OMC. Acheter français, qui ne le voudrait, mais encore faudrait-il d'abord, que dans chaque objet acheté, on sache ce qui est vraiment français. Il me paraît difficile de stigmatiser les acquéreurs des « Dacia » fabriquées à moindre coût en Roumanie alors que leurs ventes qui s'envolent, contribuent au résultat de Renault et induisent en aval des investissements à forte valeur ajoutée en France.

On reproche aujourd'hui à Peugeot d'avoir manqué le virage de l'internationalisation, et c'est peut-être exact, mais que n'aurait-on entendu, si ses dirigeants avaient inauguré en grande pompe une usine dans un pays émergent comme Renault l'a fait au Maroc.



Et puis, un peu de bon sens : on ne saurait vouloir le patriotisme économique en France, et le refuser aux étrangers car ce sont eux qui, en investissant dans notre pays, sont des acteurs dynamiques de l'économie française et des créateurs d'emploi. Les groupes étrangers y emploient plus de deux millions de salariés, y réalisent plus de vingt pour cent de la recherche et développement entrepreneurial, et sont à l'origine de plus d'un tiers des exportations françaises.

Par exemple un groupe comme Siemens contribue à hauteur de plus d'un milliard d'euros aux exportations françaises. Et lorsque son activité transport remporte le contrat du métro d'Alger, contre Alstom, cela permet de faire tourner des sites de production hexagonaux. Alors que l'activité automatisme du français Alcatel est désormais principalement localisée à Toronto.

Ainsi, les sociétés étrangères participent à la fois à la richesse nationale et à l'effort de redistribution. En développant sur le territoire français de la valeur ajoutée, notamment industrielle,

elles participent à l'accroissement du produit intérieur brut. Sans compter tous les effets induits sur les sous-traitants, la logistique et les infrastructures. Sans compter aussi tous leurs efforts en matière d'innovation et de recherche. Et puis évidemment en acquittant l'impôt sur les sociétés, la taxe professionnelle ou en développant l'intéressement et la participation, voire les actions citoyennes.

Mais il est clair que le jeu démocratique économique international ne peut exister que si l'on accepte toutes les règles, y compris celles qui deviennent défavorables à notre pays, à condition qu'elles soient régulièrement appliquées.

Il serait vraiment dommage que des intérêts politiques à court terme, des « coups de menton » comme dirait Monsieur Chérèque, contribuent à entretenir dans l'inconscient collectif français en général et dans celui des salariés en particulier, l'idée que les groupes étrangers sont des prédateurs et les moutons noirs de la mondialisation. Il faut prendre le temps de leur expliquer que « patriotisme économique » n'est pas synonyme de « protectionnisme économique » et qu'il y a

sûrement d'autres pistes à explorer pour restaurer la compétitivité de notre pays. Car, nous ne sommes plus en 1789, et les discours révolutionnaires tombent un peu à plat. Ils ne sont d'ailleurs pas l'apanage de la gauche. Le 27 juillet 2005, le Premier ministre Dominique de Villepin consacrait sa troisième conférence mensuelle au patriotisme économique et proclamait : *« Je sais que cela ne fait pas partie du langage habituel, mais il s'agit bien, quand la situation est difficile, quand le monde change, de rassembler nos forces. Rassembler nos forces veut dire que nous valorisons le fait de défendre la France et ce qui est français ; cela s'appelle le patriotisme économique »*.

Il était d'ailleurs en pleine osmose avec le Président Chirac qui, parallèlement, revendiquait haut et fort le patriotisme économique comme une valeur d'avenir face à la mondialisation. Il aurait été pédagogique d'ajouter que face à cette mondialisation, la solution n'est pas la protection, mais la compétition avec tout ce que cela implique de remise en question des attitudes et des comportements.

Nous ne sommes pas les seuls à vouloir protéger notre économie : à commencer par les États-Unis, le pays par excellence, en théorie, du libéralisme où les « libéraux » sont particulièrement réactifs en la matière, avec notamment, la reconduction du Patriot Act. Sur le plan économique, les États-Unis ont empêché, en 2005, le pétrolier chinois Cnooc de s'emparer de leur firme Unocal ; et en 2006, ils ont bloqué le rachat de plusieurs de leurs grands ports par une société de Dubaï. On peut citer également la défense de « l'italianité » de leur système bancaire par les Italiens ; la mobilisation de l'Espagne pour empêcher l'allemand E.ON de mettre la main sur la compagnie d'électricité Endesa ; les efforts des Allemands lorsqu'il s'est agi de protéger Beiersdorf des « appétits » de l'américain Procter & Gamble, ou encore Volkswagen des menaces de prise de contrôle par des fonds américains ; les réticences de la Grande-Bretagne à une prise de participation du russe Gazprom dans le capital de Centrica, propriétaire de British Gas.

Dans quelle mesure un pays peut-il défendre ses intérêts économiques dans une économie

devenue mondialisée, et s'agissant de la France, dans une Union européenne qui réclame à cor et à cri la constitution de champions industriels de taille continentale ? Il faut aussi composer avec la réalité et celle-ci nécessite la constitution de méga groupes dans les domaines stratégiques pour faire face à la concurrence. Le meilleur exemple aujourd'hui, en est la fusion en projet entre BAE, British Aerospace, et EADS. Quid des secrets de chaque entreprise et quid de la protection des secrets industriels de Dassault, qui n'a jamais voulu rejoindre EADS, mais qui doit construire le drone de l'avenir avec BAE ?

À la lecture de ce qui précède, on comprendra aisément que ce mécano mondial est générateur de tensions extrêmes pour la conquête des marchés, et a pour conséquence des guerres commerciales, monétaires, voire militaires comme cela se passe actuellement entre les deux Soudans pour la maîtrise des champs pétrolifères. Qui dit guerre, dit combattants et ceux que nous allons évoquer, publics ou privés, figurent bien parmi les acteurs obscurs mais incontournables de la

mondialisation. La période d'austérité que nous vivons, renforce ces sentiments. Les citoyens qui voient fondre leur pouvoir d'achat, entendent les hommes politiques et les chefs d'entreprise, sur-médiatisés, pipolisés, faire des discours sur les coupes à répétition dans leurs budgets, pendant que la Cour des comptes pointe du doigt dans chacun de ses rapports leurs extravagances financières. L'hypocrisie devient insupportable quand, dans le même temps, la « normalité » devient un credo. Paradoxalement, il va falloir rendre des comptes sur des choses parfaitement « normales » qui, auparavant, allaient de soi et n'exigeaient aucune justification, alors que parallèlement, les turpitudes de la guerre économique, justifiées ou non, se poursuivent dans la plus grande opacité.

Aussi, dans cette guerre, « *si vis pacem, para bellum* » va devenir la devise de nombreuses entreprises qui sont passées en peu de temps d'une politique à peine défensive à une autre plus entreprenante en s'affranchissant allègrement de toutes les chartes et codes d'éthique abondamment diffusés et glorifiés par leurs services de communication aidés bien sûr par des

blogueurs expérimentés et coûteux. Or, la mondialisation des échanges, le développement des moyens de transport et de communication, les réseaux de vente virtuels font que la vie des affaires s'inscrit aujourd'hui dans un contexte de concurrence régionale, nationale et planétaire, de plus en plus exacerbée. C'est évidemment une bonne nouvelle pour le consommateur qui voit s'accroître considérablement sa possibilité de choix ; encore faut-il que la dite concurrence soit loyale, ce qui est souvent loin d'être le cas. Dans le monde d'aujourd'hui, la compétitivité des entreprises, repose surtout sur leur capacité à accéder aux informations nécessaires pour anticiper sur les marchés à venir, pour appréhender les stratégies de la concurrence.

Ainsi, avec l'ampleur grandissante des marchés, l'enjeu est de plus en plus considérable. Les informations circulent plus qu'avant, via les nouvelles technologies. Les ingénieurs en informatique imaginent des solutions de cryptage et de sécurisation des données de plus en plus sophistiquées qui, sans réduire le risque à zéro, permettent de limiter les dommages.





